



Le Monde 17 février 2012

LE MONDE

14 février 2012

Editorial

Ce que nous avons vu dans Homs, ville martyre

Le jour même où des avions de combat français empêchaient que des " rivières de sang " ne coulent dans les rues de Benghazi, bastion de l'insurrection libyenne, il y aura bientôt un an, la Syrie basculait à son tour dans la contestation.

Contre toute attente, le soulèvement syrien a résisté jusqu'à présent à la puissance de feu d'un régime connu pour sa brutalité et qui ne semble s'être donné comme seule perspective, de virtuelles promesses de réformes mises à part, que de bombarder ceux qui le défient.

Onze mois plus tard, des " rivières de sang " se répandent-elles dans la capitale du " printemps arabe " syrien, à Homs ? Pour le savoir, dans un pays où la presse est empêchée de travailler, Le Monde, privé de visa par les autorités en dépit de demandes répétées, s'est décidé à dépêcher clandestinement sur place et dans des conditions difficiles deux témoins : le photjournaliste Mani, arabophone, bon connaisseur de la Syrie et d'Homs, où il s'était déjà rendu à l'automne 2011, et l'écrivain Jonathan Littell, familier des zones de guerre et des situations d'urgence humanitaire, du fait de son travail pour des organisations non gouvernementales dans le Caucase et en Afrique.

Ils ont séjourné à Homs, troisième ville du pays, dans les quartiers tenus par les insurgés, du 17 janvier au 2 février. Resté sur place après cette date, Mani a quitté la Syrie le 11 février. L'emballement de la situation sur le terrain, notamment le massacre d'une famille, le 26 janvier, et un bombardement meurtrier, le 3 février, nous a contraints, les jours précédents, à précipiter la publication de photos et d'informations, alors que nous avions décidé initialement d'attendre leur sortie d'Homs par souci de sécurité.

Nous commençons, dans ce numéro, la publication d'un récit en cinq épisodes qui dit la réalité d'une ville livrée à la guerre, une ville partagée par une ligne de front mouvante sur laquelle règnent les snipers loyalistes et dans laquelle la médecine a été transformée par les autorités en arme de guerre.

Par sa composition confessionnelle, Homs porte en elle toutes les peurs d'un basculement d'une révolte contre un pouvoir dictatorial en une guerre confessionnelle sur le mode irakien. C'est un argument que brandit le régime, fort de la protection que lui assure son parrain russe dont les veto à l'ONU tiennent à distance toute forme d'intervention internationale.

La complexité syrienne est entretenue par le grand jeu régional dans lequel Damas s'insère, notamment l'axe avec l'Iran, dont le programme nucléaire focalise l'attention occidentale.

Ce que les calculs diplomatiques finissent par masquer, c'est le sort des femmes et des hommes qui sont en première ligne à Homs comme ailleurs en Syrie, en quête d'une dignité qui, avant même les aspirations à la démocratie, constitue le tronc commun des révoltes arabes. C'est cette quête de dignité que le récit de Mani et de Jonathan Littell entend restituer.

LE MONDE

18 février 2012

Editorial

En Syrie, les débuts d'une guerre régionale ?

Difficile de ne pas dresser ce sinistre constat : en Syrie, le scénario du pire s'installe - peut-être pour longtemps.

Ce n'est pas seulement l'accumulation des atrocités que vit une population insurgée à la merci d'un régime de tueurs en série. Le photographe Mani et l'écrivain Jonathan Littell terminent aujourd'hui dans nos colonnes le récit de ce qu'ils ont vu et vécu à Homs. Dans la troisième ville du pays, assiégée depuis plusieurs semaines, la tragédie est quotidienne : les tirs aveugles des chars postés à la périphérie ; ceux des snipers, qui tuent pour terroriser ; les enlèvements, la torture, les soins qui manquent ; les blessés par balles entassés dans des hôpitaux de fortune.

Bref, le cortège des malheurs d'une guerre faite à une population civile démunie. Mais celui aussi des actes de courage quotidiens d'un peuple qui refuse de se soumettre.

Cependant, ce face-à-face est de moins en moins un affrontement syro-syrien. Le conflit s'internationalise, de la pire façon qui soit. Issu de la minorité alaouite - une secte dissidente de l'islam chiite -, le régime reçoit le soutien actif de l'Iran. Il a aussi l'appui de l'autre allié de Téhéran dans la région, le Hezbollah libanais, une formation chiite extrémiste et l'une des composantes du gouvernement de Beyrouth.

Forte de 23 millions d'habitants, la population syrienne appartient à 70 % à la branche majoritaire de l'islam, le sunnisme. C'est de ses rangs, mais sans exclure les autres minorités syriennes, qu'est partie la rébellion. Tout naturellement, de la Turquie aux pays du Golfe, le monde sunnite lui accorde sa sympathie et son soutien politique, voire financier.

Les tribus sunnites d'Irak se mobilisent pour fournir des armes aux insurgés. Ayman Zawahiri, chef d'Al-Qaida, profite du chaos pour appeler au djihad contre le régime syrien. La Turquie héberge des éléments de l'Armée syrienne libre (ASL). Traversé d'autant de lignes de fracture que la Syrie, le

Liban connaît ses premiers affrontements communautaires importés en " copier-coller " de chez son grand voisin.

Depuis le début du drame syrien, il y a un an, la Russie et la Chine, au lieu de faire pression sur Bachar Al-Assad, lui ont apporté un soutien diplomatique sans faille. Elles l'ont fait au nom du refus de l'internationalisation du conflit. Moscou et Pékin ont saboté les initiatives de la Ligue arabe, qu'appuyaient l'Europe et les Etats-Unis.

L'obstruction russo-chinoise a empêché ce qui eût été la meilleure façon d'internationaliser le conflit : obliger Bachar Al-Assad à accepter une transition ordonnée et son départ du pouvoir. Au lieu de quoi, Moscou et Pékin ont favorisé ce qu'ils prétendent vouloir éviter : une internationalisation sauvage du conflit, qui fait de la Syrie, comme hier du Liban, le champ clos des rivalités qui traversent le Proche-Orient.

Reportage diffusé dans LE MONDE les 14-18 février 2012

1/5. Passage clandestin

Le trajet du Liban à Homs se fait de village en village, de ruelle en ruelle. Toujours sous la menace des barrages volants de l'armée syrienne



Les soldats de l'Armée syrienne libre montent la garde dans tous les immeubles autour du quartier de Baba Amro pour prévenir les éventuelles incursions des forces gouvernementales. © MANI POUR " LE MONDE "

Depuis le début, lance le passeur, sa grosse barbe fendue par un sourire malicieux, on m'appelle Al-Ghadab, "La Colère". Alors que je ris tout le temps ! " Trapu, vêtu d'un training noir, deux portables à la main, La Colère se tient dans un appartement glacial de Tripoli, dans le nord du Liban. Deux hommes l'accompagnent, des Libanais, des contrebandiers, semble-t-il. Mais lui n'est pas un professionnel. " *Quand ça a commencé, nous racontera-t-il plus tard, j'étais sur le point de me marier. J'avais le choix : la révolution ou le mariage.* " En juillet, quand les premières unités de l'Armée syrienne libre (ASL) se sont formées, il a commencé à faire la navette pour eux : transport de blessés,

de matériel médical, de journalistes comme nous, d'autres choses encore. Sa famille est aisée : " *Je ne fais pas ça pour l'argent* ", insiste-t-il.

Matin. La pluie tombe, drue. Un des deux Libanais, au volant d'un minivan, nous conduit, La Colère, le photographe Mani et moi-même, par les petites routes du mont Liban, évitant les postes de l'armée libanaise, jusqu'à une grande plaine caillouteuse. La Syrie est juste devant nous. Au détour d'une route, trois jeunes gars nous attendent avec des motos. Eux non plus ne sont pas des professionnels, juste des cultivateurs du coin, aux mains rouges et calleuses. Ils nous emmènent par des chemins boueux entre des habitations et des champs, on croise des enfants morveux et mal vêtus, des ruches, quelques chevaux, jusqu'à une maison où des paysans souriants nous servent le café. Un appel radio : la voie est libre, on repart pour une autre maison, plus loin dans le village. A ce moment, un SMS du ministère du tourisme, en anglais, tombe sur le portable : " *Bienvenue en Syrie.* " Nous sommes passés de l'autre côté du miroir.

A la différence des bourgs un peu plus loin, ce village reste tranquille : " *Ici, il n'y a pas de manifestations*, explique notre hôte. *On ne veut pas attirer les moukhabarat et risquer de perturber le trafic.* " Mais l'ASL n'est pas loin. La Colère revient avec un pick-up, nous entasse à l'avant, et on part. Champs, vergers, petites routes défoncées ; rapidement, on croise un officier ASL dans un véhicule, puis un barrage, sur un pont, tenu par des combattants qui contrôlent des norias de pick-up et de camions, des contrebandiers venant du Liban, transportant tout ce dont les gens manquent ici. Un drapeau flotte au-dessus du barrage, noir, blanc et vert, frappé de trois étoiles rouges, le drapeau de la révolution syrienne.

Le téléphone de La Colère sonne sans cesse ; l'ASL a des observateurs partout, pour prévenir en cas de mouvement de troupes ou de mise en place de barrages volants, les plus dangereux. Le lendemain, d'ailleurs, un ami de La Colère, un déserteur de la sécurité d'Etat, sera tué devant un tel barrage, non loin d'ici, mitraillé alors qu'il tentait de fuir. La Colère, lui, garde une grenade à côté du volant : s'il est pris, ce ne sera pas vivant.

Sur la route, visible à quelques centaines de mètres, se dresse un des barrages fixes qui entourent la petite ville d'Al-Qusayr ; La Colère oblique sur un chemin de terre et le contourne par des terrains vagues où campent des familles bédouines. Puis c'est le bourg, où l'on navigue par les ruelles entre des immeubles de deux étages en béton effrité, mornes sous la pluie. Deux semaines plus tard, à Homs, un activiste civil m'affirmera : " *L'ASL libérera Homs avant Qusayr. Jamais le régime ne lâchera Qusayr. S'ils perdent Qusayr, ils perdent toute la frontière.* " Pourtant, l'armée syrienne ne semble déjà plus contrôler la ville. A part les barrages périphériques et des chars plus ou moins cachés en raison de l'accord avec la Ligue arabe, elle ne tient vraiment que les bâtiments de la mairie et de l'hôpital, au centre.

Je passerai plusieurs fois devant la mairie, un grand immeuble de quatre étages, de style soviétique, aux vitres fracassées, avec des sacs de sable sur le toit protégeant les nids des snipers. Jusqu'à peu, ces snipers tiraient régulièrement dans les rues, surtout le soir ; mais, après une attaque qui leur avait permis de pénétrer dans le bâtiment, l'ASL a passé un accord avec le commandant, et ses hommes se tiennent tranquilles. De fait, l'ASL circule librement en ville, parfois dans des pick-up armés d'une mitrailleuse lourde et arborant sur les portes l'insigne de la katiba Al-Faruk, l'unité responsable de la zone. Chaque soir, quand les civils se réunissent dans une rue pour manifester contre le régime, des dizaines de soldats ASL en armes se positionnent aux carrefours pour les protéger. " *Nous intervenons rarement*, explique un officier que je rencontre le lendemain, avec une quinzaine de ses hommes, dans

une ferme en dehors du bourg. *Les barrages restent retranchés et ne nous gênent pas. Nous n'attaquons que lorsque l'armée régulière tente une opération. "*

Le voyage de Qusayr à Homs, une trentaine de kilomètres, se fera de la même manière : en passant d'une maison à une autre, d'un véhicule à un autre, d'une main à une autre. Un large réseau de civils aide l'ASL et la révolution. A chaque étape, un véhicule ou une moto part devant vérifier si la route est libre. Et, quand on bouge, il y a toujours des gens devant, autour, derrière ; les téléphones ne cessent de sonner pour transmettre les dernières informations. Tout se passe comme si, face au maillage policier et sécuritaire du Parti baas et des moukhabarat, maillage qui domine la vie du pays depuis des décennies et dans lequel toute la population, d'une manière ou d'une autre, s'est retrouvée prise, la société avait ces derniers mois mis en place un contre-maillage, presque aussi efficace, fait d'activistes civils, de notables, de figures religieuses et, de plus en plus, de soldats, les déserteurs qui forment l'ASL. Ce contre-maillage résiste à l'autre, le contourne, et même commence à l'absorber en partie. Quand on circule entre la frontière libanaise et Homs, il devient visible. Il y a toujours eu, bien entendu, une résistance passive au maillage du régime, mais maintenant ce second maillage s'est entièrement dégagé de ses liens avec le premier. Comme si la société syrienne, depuis le printemps, s'était dédoublée, et que deux sociétés parallèles coexistaient dans le pays, en conflit mortel.

Ce qui frappe aussi, c'est l'intelligence politique des Syriens ordinaires impliqués dans la révolte. Abou Abdo, un de nos chauffeurs, demandera : *" Alors, vous avez vu des salafis ici, comme le dit Bachar ? "*

- *Ça dépend, répond Mani. Qu'est-ce que tu entends par salafi ?*

- *Justement. Ce mot veut dire deux choses. Les musulmans de Syrie suivent la voie de la modération, et pour bien vivre doivent suivre l'exemple d'un ancêtre pieux. Ça, c'est le sens original du mot. L'autre, le courant takfiriste, djihadiste, terroriste, c'est une création des Américains et des Israéliens. Ça n'a rien à voir avec nous. "* Plus tard, lors d'une longue pause dans une ferme, il se montrera très critique des partis d'opposition : *" Aujourd'hui, à la différence d'Hama en 1982, c'est le peuple qui se soulève. Les Frères musulmans, les communistes, les salafis et les autres mouvements politiques courent pour le rattraper et monter sur ses épaules. Mais la rue syrienne refuse la politisation du mouvement. Elle accepte de l'aide d'où qu'elle vienne, mais cette aide ne peut pas être conditionnée. La rue ne s'est pas révoltée pour revendiquer une option politique précise, mais en réaction à l'oppression et à l'humiliation. Le peuple syrien a été élevé comme dans un poulailler : tu as le droit de manger, dormir, pondre, et c'est tout. Il n'y a pas de place pour la pensée. C'est la Corée du Nord du Moyen-Orient. "*

La conversation continuera une bonne partie du trajet. On contourne une vaste usine chimique, d'où émane une odeur immonde ; plus loin s'étend le lac d'Homs, une fine langue bleue ; des nuages couvrent l'horizon, mais le soleil brille par en dessous, illuminant le paysage boueux, chaotique, dominé par ce dinosaure industriel avec ses immenses tas de poudre jaune. Devant nous se dresse déjà l'autoroute Damas-Homs, surélevée et parcourue par de nombreux véhicules, comme en temps normal. C'est le dernier obstacle à franchir, étroitement surveillé par l'armée régulière. Mais ici aussi l'ASL a ses moyens, qu'il faut garder secrets. Derrière l'autoroute nous attend une autre voiture, avec deux jeunes combattants de l'ASL. On démarre vite. Le tissu urbain s'épaissit, c'est un premier faubourg de la ville. Un peu plus loin, au milieu d'une avenue assez large, un barrage de l'ASL contrôle un carrefour. Le quartier libéré de Baba Amro se trouve juste derrière.

2/5. Baba Amro, bastion libéré



A Homs, les soldats du bataillon Farouk de l'Armée syrienne libre (ASL) contrôlent le quartier de Baba Amro depuis près d'un mois.

L'Armée syrienne libre contrôle ce quartier d'Homs, où elle tient tête à une armée régulière mieux équipée mais en pleine déliquescence

Baba Amro, c'est un Etat dans l'Etat. " B., le soldat qui parle, est un bel homme au visage fin et mobile et aux yeux brillants, illuminés autant par sa foi que par le jeûne qu'il respecte depuis qu'il a rejoint l'Armée syrienne libre (ASL), en décembre 2011. Ce n'est pas un déserteur, comme la plupart de ses camarades, mais un civil d'Alep qui, choqué par les crimes du régime, a décidé de prendre les armes. Son affirmation, bien sûr, date d'avant le 4 février, jour où l'armée syrienne - *Jaysh-e-Assadi*, l'appellent les opposants, " l'armée des Assad " -, a débuté un pilonnage intensif du quartier, faisant plusieurs centaines de morts. Jusque-là, Baba Amro était considéré un " quartier libéré ".

C'est le genre de quartier populaire du bout de la ville où les bourgeois, en temps normal, ne mettent pas les pieds, un quartier d'immeubles de quatre ou cinq étages en béton, parfois recouverts de plaques de pierre polie et la plupart du temps inachevés, serrés les uns contre les autres le long de ruelles où deux véhicules peinent à se croiser, et peuplé de travailleurs et de femmes voilées qu'on aperçoit à peine. Aux coins des rues, des vendeurs ambulants offrent des bols de fowl que l'on dévore avec les doigts ; les gamins portent écharpe et bonnet noir-blanc-vert, tricotés par leurs mères, ou bien bleu et orange : les couleurs de la révolution ou bien celles du Al-Karama, le club de foot d'Homs. Devant la mosquée Gilani, les catafalques vides s'entassent, prêts à l'usage ; derrière, deux tombes sont déjà creusées dans le terre-plein, au cas où les tirs des snipers rendraient le cimetière inaccessible. Il fait un froid de gueux, humide et perçant, le ciel est gris, noyé dans une brume devant laquelle se découpent les façades des immeubles et les minarets, et à travers laquelle résonnent les coups de feu, les déflagrations subites des obus, et les appels à la prière.

L'ASL tient le périmètre du quartier. Là, on est sur une vraie ligne de front, qui traverse des appartements chamboulés, criblés d'impacts de balles explosives et d'obus, emplis de boue et de débris, de canapés renversés, de télévisions brûlées, de lits déchiquetés. A l'ouest, face aux vergers et au stade, c'est Haqura, où Mani et moi vivons depuis presque une semaine avec une unité ASL. A part deux ou trois obstinés, les civils ont tous fui. Les ruelles qui donnent sur le no man's land sont défendues par des sacs de sable, obstacles dérisoires face aux tanks. Les murs des appartements et des jardins ont été percés pour que les combattants puissent se déplacer à couvert. Le poste de commandement (PC) d'Hassan, le commandant de l'unité, donne sur une rue assez large, et l'on prend souvent le thé sur le trottoir, groupés autour d'un brasier, malgré le risque d'un obus de mortier : " *Inch'allah !* ", rient les hommes.

Un matin, on est réveillés par des tirs plus soutenus que d'habitude. Des soldats déboulent dans l'appartement, secouent ceux qui dorment, tirent mitrailleuses, ceintures de cartouches et RPG (lance-roquettes) de la chambre qui sert de dépôt d'armes. On les suit en courant vers le PC, puis dans une rue bordée d'immeubles où on monte à l'étage. Dans une pièce dévastée, un combattant lâche des rafales de mitrailleuse par un trou d'obus ; un autre, dans le salon, tire des coups de *rusi*, nom local du kalachnikov ; l'odeur de la cordite emplit l'appartement. On nous explique : un sniper s'est mis à tirer, depuis le grand immeuble en construction en face, sur des civils, faisant quatre blessés. L'ASL riposte, pour tenter de le déloger. Ça durera environ quatre heures, durant lesquelles on se fauilera d'un appartement à l'autre pour observer. Les positions de l'armée régulière ne sont pas loin, 200, 400 mètres, on voit clairement les sacs de sable si on risque un oeil. Quand on est sur les toits, on entend les balles siffler ou claquer dans les murs ; de temps en temps, la déflagration d'un RPG secoue l'air. L'ASL ne cherche pas à prendre les positions ennemies, juste à forcer les snipers à se retirer et à cesser les tirs contre les civils.

Baba Amro n'a pas été sécurisé d'un coup. En novembre, au dernier passage de Mani, un barrage des forces de sécurité contrôlait encore un carrefour central, et ses snipers tiraient dans toutes les rues autour, coupant de fait le quartier en tranches. " *On a réussi à les encercler*, nous explique un adjoint d'Hassan, *et on leur a coupé les vivres. Puis, quand les observateurs de la Ligue arabe sont venus - début janvier - , on s'est servis d'eux pour négocier leur retrait, sans effusion de sang. Il y a toujours un autre barrage au bout de l'avenue, mais il est beaucoup plus vulnérable maintenant, et ne tire plus sur les gens, par peur de notre riposte. "*

Pour les combattants de l'Armée libre, la protection des civils est l'essence de leur mission. " *Dans son principe, l'armée devrait être neutre "*, martèle un après-midi le lieutenant Abdel Razzak Atlas, un des dirigeants de la *katiba* Al-Faruk qui se vante d'être le premier officier syrien à avoir fait défection, en juin 2011. " *Elle est là pour protéger le peuple et la nation. Or, elle fait le contraire. "* B., le volontaire d'Alep, qui, le soir venu, récite à ses camarades de magnifiques poèmes en arabe classique, est plus lyrique que son chef : " *Nous, nous nous battons pour notre religion, pour nos femmes, pour notre terre et, enfin, pour sauver notre peau. Eux, ils se battent seulement pour sauver leur peau. "*

Quasiment tous les combattants de l'ASL ont dû, avant leur désertion, participer à des opérations de répression. Très peu sont prêts à admettre avoir tué des gens. " *Moi ? J'ai tiré en l'air "*, disent-ils presque tous. Mais leur dégoût pour ce qu'ils ont été obligés de faire, leur sentiment de culpabilité est palpable. Ça se sent dans l'insistance que chacun met, quand on le rencontre, à exhiber sa carte militaire. Le témoignage d'un ancien soldat rencontré quelques jours plus tard au centre-ville vaut pour tous : " *On nous a emmenés dans les rues pour combattre des gangs armés. Je n'ai vu aucun gang armé. Les officiers nous ont dit : "Les munitions ne valent rien, tirez, tirez autant que vous pouvez." "*

Les déserteurs décrivent une armée régulière en pleine déliquescence. A plusieurs reprises, les officiers ASL avec qui je me trouve reçoivent des informations, précises et détaillées, de la part d'officiers restés en service ; ils en reçoivent aussi, pour de l'argent ou pour la cause, armes et munitions. Le lieutenant Atlas m'expliquera comment il avait tenté, en mai, d'organiser avec d'autres officiers la mutinerie de deux brigades et d'un bataillon. " *Tout était prêt. Mais les autres n'ont pas voulu aller jusqu'au bout, de peur d'être écrasés par l'aviation. "* C'est là tout le sens de la demande d'une *no fly zone*, répétée à chaque manifestation - demande qui surprend l'Occident car, à la différence de Mouammar Kadhafi, Bachar Al-Assad n'a pas encore déployé son aviation contre des civils. " *Si nous obtenons une no fly zone, insiste Atlas, la moitié de l'armée se mutinera. Le régime sera fini. "*

" *C'est une armée de voleurs*, grogne Abu Amar, un sous-officier. *Tous ceux qui peuvent payer n'y vont pas, seuls les pauvres y vont. C'est une armée incompétente, qui ne fonctionne pas. Elle ne sert qu'à engraisser la communauté alaouite. "* Cette secte dissidente du chiisme, considérée comme hérétique par beaucoup de musulmans, est celle du clan Assad et de la majorité des dirigeants des forces de sécurité. Il y a peu d'alaouites dans l'ASL, mais il y en a. J'en rencontre un, Fadel, à un

barrage de Baba Amro : " *Quand j'ai vu l'armée tuer des civils, m'explique-t-il devant ses camarades, je me suis dit : "Je ne suis pas avec eux, je suis avec le peuple." Ce n'est pas : "Je suis alaouite, donc je suis avec les alaouites." Non. S'ils font mal, j'essaie de faire bien.* " Néanmoins, l'immense majorité des combattants de l'Armée libre sont sunnites, et cela se voit à leurs symboles, les noms des *katiba* comme Khalid ibn Walid (principal général du Prophète) ou bien Kawafil el-Shuhada (" les Caravanes des martyrs "). Ce que beaucoup critiquent violemment. " *Pourquoi ils choisissent des noms comme ça ?* ", s'exclame M., sunnite lui aussi, activiste réfugié à Beyrouth. " *C'est notre révolution, pas la révolution du Prophète ! On a nos propres martyrs, ils pourraient prendre leurs noms.* "

Au bout de cette " sunnitisation " de la révolution, il y a la tentation du djihad. C'est sans doute le plus grand risque qui guette l'Armée libre, car cela ferait le jeu de Bachar Al-Assad. Mais cet argument ne décourage pas les officiers de l'ASL, à Homs du moins. Abdel Razzak Atlas nous le dira de manière explicite : " *Si ça continue, on va vraiment devenir comme Al-Qaida. Si le monde nous abandonne pour soutenir Assad, on va être obligés de déclarer le djihad, pour faire venir des combattants du monde musulman et internationaliser le conflit.* " Atlas insiste : ce n'est pas sa vision personnelle, le comité militaire d'Homs en a discuté et tous approuvent. D'autres officiers me le confirmeront. Il faut souligner que cette idée n'est pas le fruit d'une radicalisation religieuse, mais d'un calcul stratégique, aussi naïf soit-il. Pour Atlas, une déclaration du djihad pourrait déboucher sur un chaos à l'irakienne, peut-être même sur une guerre régionale, et ce risque forcerait la main de l'Occident, obligé enfin d'intervenir. Ce jeune officier syrien connaît mal le monde extérieur, ses logiques et ses contraintes. Mais il exprime l'appel des masses soulevées contre le régime : " *Le peuple veut une intervention de l'OTAN !* " Ce n'était pas le cas il y a un mois ; le désespoir a changé la donne.

3/5. Une révolution populaire

Depuis onze mois la vie quotidienne, en Syrie, est rythmée par les manifestations. La plus importante est celle du vendredi. Elle suit un rituel immuable, comme en ce 20 janvier à Baba Amro. Dès la fin de la prière de midi, les hommes, dans la mosquée, lancent le *takbir*, " *Allah u akbar !* ", et se déversent par la porte. Dehors, les activistes, au milieu de grappes d'enfants déchaînés, attendent avec les drapeaux et les banderoles. Le cortège se forme, défile par les ruelles, puis remonte une avenue en scandant des slogans et en agitant panneaux et photos de martyrs au pied d'un immeuble où guettent parfois des snipers du régime. Aux carrefours, des soldats de l'Armée syrienne libre (ASL), armés, veillent. Le cortège en rejoint d'autres sur une grande rue qui traverse le quartier. Je monte sur un toit avec des activistes qui filment la manifestation, pour embrasser le spectacle du regard : il y a là au moins deux mille personnes, peut-être même trois mille.

" *S'ils ne tiraient pas sur les manifestants, me dit un vieux monsieur, tout Homs serait dans la rue.* " Au centre, des centaines de jeunes forment des lignes, bras sur bras, poussent de nouveau le *takbir* et se mettent à sauter au rythme des tambours et des chants révolutionnaires entonnés par les meneurs, debout sur une échelle au milieu d'un cercle de danseurs. Sur un côté, une masse de femmes voilées, mer de foulards blancs, roses ou noirs avec des bébés et des ballons, poussent des youyous et reprennent, avec les hommes, les slogans des meneurs. Autour, les balcons sont bondés. C'est une ambiance de liesse folle, de joie furieuse, désespérée.

Dès la fin de la manifestation, des dizaines de jeunes m'entourent, essayant désespérément leurs quatre mots d'anglais. Chacun me montre ses cicatrices, des coups de matraque, des brûlures à l'électricité, des impacts de balles ou d'éclats d'obus. Le frère de l'un a été tué par un sniper en traversant la rue, la mère de l'autre par un bombardement ; tout le monde veut raconter tout, tout de suite. Ils agitent leurs téléphones : " *Chouf, chouf, regarde !* " Un cadavre marbré de traces de tortures, un autre au crâne défoncé, un autre encore pour lequel la caméra s'attarde sur chaque blessure, trous à l'aîne, à la jambe, à la poitrine, à la gorge. Partout où on va, c'est la même chose. Dans un point de première urgence à Al-Khaldiye, au nord de la ville, le smartphone d'une jeune infirmière apparaît avant même le thé : sur l'écran, un homme agonise sous les mains d'un médecin qui tente futilement de l'intuber, à même le

sol, au pied du divan sur lequel je suis assis. C'était un chauffeur de taxi, il s'est pris une balle dans le visage et gît dans une immense flaque de sang, sa cervelle déversée au sol. " *Tu vois les mains, là ?*, dit l'infirmière. *C'est moi.* " Elle passe au film suivant, le thé arrive, je le bois sans quitter le petit écran des yeux. Chaque téléphone, à Homs, est un musée des horreurs.

Le même soir, toujours à Al-Khaldiye, nouvelle manifestation. Au coin de la place centrale trône une copie en bois, peinte en noir et blanc et recouverte de photos de martyrs, de la célèbre vieille horloge d'Homs, datant de l'époque coloniale française : le " centre-ville ", maintenant, se trouve ici. C'est sur cette même place qu'aura lieu le massacre du 3 février, le lendemain de mon départ, environ cent cinquante morts sous les obus.

Une grande banderole insiste sur l'allégeance des manifestants au Conseil national syrien (CNS) : " *Non, à l'opposition imaginaire, création des bandes d'Assad. Le CNS nous réunit, les factions nous dispersent.* " Partout autour, des montagnes d'ordures encombrant les rues ; depuis le début de la révolte, la municipalité n'envoie plus ses éboueurs dans les quartiers de l'opposition. Les chants et les danses, qui prennent la forme du *zikh*, les danses mystiques des soufis, soulèvent la foule, les meneurs lancent les slogans : " *Idlib, nous sommes avec toi ! Teblisi, nous sommes avec toi ! Rastan, nous sommes avec toi jusqu'à la mort !* " La volonté d'union des communautés, face au régime, est explicite : " *Nous ne nous révoltons pas contre les alaouites ou les chrétiens ! Le peuple ne fait qu'un !* " - " *Wahad, wahad, al-shaab al-suri wahad !* ", hurle la foule, " *Le peuple syrien ne fait qu'un !* " Debout sur les épaules d'un homme, un garçon roux d'une dizaine d'années, Mahmoud, mène la foule qui chante le " tube " culte du poète assassiné Ibrahim Qashoush, *Va-t-en, Bachar !*

Ce qui frappe, dans ces manifestations exubérantes, c'est l'extraordinaire puissance qu'elles dégagent. Elles ne servent pas seulement d'exutoire, de défoulement collectif pour toute la tension accumulée jour après jour ; elles redonnent aussi de l'énergie aux participants, les emplissent quotidiennement d'un peu plus de vigueur et de courage pour continuer à supporter les meurtres, les blessures et les deuils. Le groupe génère l'énergie, puis chaque individu la réabsorbe, c'est à ça aussi que servent la musique et les danses. Ce ne sont pas que des défis ou des mots d'ordre, ce sont aussi, comme le *zikh* soufi, des générateurs et des capteurs de force. La révolution syrienne, chose rare, ne tient pas que grâce aux armes de l'ASL ni même au courage des révoltés, elle tient aussi grâce à la joie, au chant et à la danse.

Les mots d'ordre, l'opinion des quartiers quant aux questions brûlantes que sont l'allégeance au CNS ou l'intervention militaire étrangère n'émergent pas seulement dans les manifestations. La mosquée joue aussi un rôle-clé. Dans un quartier de la Vieille Ville, le vendredi 27 janvier, l'imam cite les proches du Prophète, Abu Bakr en particulier, pour insister sur la solidarité entre les habitants. Son prêche monte, prend des accents aigus lorsqu'il évoque les morts du quartier ; " *Dieu est grand !* ", ponctuent en chœur les fidèles. " *Tout ce sang versé, crie l'imam, c'est notre sang, toutes ces âmes tuées sont nos enfants. Mais quand bien même, nous disons à nos oppresseurs, à tous ceux qui sont dans la démesure : quoi que vous fassiez, la victoire sera pour nous !* " Ici, le rituel ressoude et unifie la communauté. Sa volonté collective, dégagée au fil des conversations tout au long de la semaine, est focalisée par le prêche ; grâce à lui, plus qu'à tout autre mécanisme sous cette longue dictature, on peut parler d'une " opinion publique ". Les moukhabarat, les services de sécurité du régime, rendant impossible toute visite en quartier chrétien ou alaouite, je n'aurai hélas pas l'occasion de juger comment ça se passe chez eux.

Dernière couche de cet oignon de la résistance civile, les activistes. A Al-Bayarda, un quartier très pauvre limitrophe d'Al-Khaldiye, un activiste local, Abu Omar, nous fait visiter les rues, nous montre les impacts d'obus, les avenues à snipers, les gens qui abattent les oliviers pour se chauffer. Devant une boutique où l'on achète des amandes, une foule d'enfants nous entoure, et un beau jeune homme de 17 ans, en training bleu, apostrophe Mani : " *Ils ont arrêté mon père, ils ont arrêté mon frère, ils ont battu ma mère ! Ils sont venus m'arrêter, et s'ils me trouvent, ils me tueront ! Tout ça parce que je sors et je dis que je n'aime pas Bachar !* " C'est le meneur de la manifestation locale. Il tend le cou et se pince la

glotte : " *Ma seule arme, c'est ma voix !* " Il se retourne, lève le bras et se livre à une démonstration spontanée de son art, entonnant un chant révolutionnaire.

Un autre jeune l'accompagne au tambour d'aisselle, les gamins reprennent les refrains en battant des mains, sa voix est claire et belle dans la lumière du soir. Mais il connaît le danger. La veille, nous avons assisté à une manifestation dans la Vieille Ville ; aujourd'hui, le meneur, Abu Annas, est à deux doigts de la mort, grièvement blessé à la poitrine par un obus de blindé.

Le jeune homme qui nous avait amenés à cette manifestation, dans l'intention, avortée, de témoigner en direct sur Al-Jazira, se fait appeler Abu Bilal. Lui est un activiste de l'information, un de ceux qui se chargent de témoigner au quotidien sur la répression. Nous habiterons plusieurs jours avec lui et ses amis, dans une maison discrète de la Vieille Ville, à quelques centaines de mètres à peine de la citadelle d'Homs d'où les forces du régime mitraillent en permanence dans les rues.

Chaque matin, nous nous entasserons dans une voiture avec deux ou trois membres de cette équipe qui, bravant les snipers, partent filmer funérailles, blessés, et morts. Omar Telaoui, de Bab Sbaa, est l'un des plus connus. Il apparaît dans ses vidéos à visage découvert, une écharpe aux couleurs de la révolution autour du cou, pour scander, à chaque victime, un bref discours rageur sur les circonstances, le lieu, la date. Le soir, dès le retour à la maison, Omar, Abu Bilal et les autres se ruent sur leur ordinateur portable. Au gré d'une connexion Internet vacillante, ils envoient leurs films sur YouTube, ils diffusent les liens via les réseaux sociaux et donnent des interviews à des chaînes de télévision, presque toutes arabes.

Les médias occidentaux n'utilisent que très peu ces sources, considérant souvent qu'en l'absence d'un de leurs propres reporters sur le terrain ces vidéos d'horreur " *ne peuvent être authentifiées* ". Alors que ces images, parfois tremblantes, saisies au plus près des atrocités commises par le régime syrien, représentent un travail d'information inestimable, pour lequel ceux qui les tournent risquent quotidiennement leur vie. Comme me le dira un soir Abu Slimane, un activiste de Baba Amro : " *Nos parents ont été soumis par la peur. Nous, on a brisé le mur de la peur. Soit on vaincra, soit on mourra.* "

4/5. Médecin, victime, bourreau



Dans un petit centre de santé clandestin du quartier de Karam al-Zaitoun, à Homs, le 26 janvier. Faute de pouvoir être correctement soigné, cet homme, atteint par une balle de sniper, mourra dans l'heure qui suit.

Le régime est sans pitié envers toute personne apportant une aide médicale aux blessés. A l'hôpital militaire, les soignants sont parfois des tortionnaires

Dans la Syrie en révolte de Bachar Al-Assad, il n'est pas seulement interdit de parler, de manifester, de contester : il est aussi interdit de soigner, et de se faire soigner. Depuis le début des événements, le régime mène une guerre sans pitié contre toute personne ou structure susceptibles d'apporter des soins aux victimes de la répression (*Le Monde* daté 9 février). " *C'est très dangereux d'être médecin ou pharmacien* ", nous dira un jour un pharmacien de Baba Amro.

Le personnel médical est emprisonné, comme cet infirmier d'Al-Qusayr, arrêté le lendemain du jour où il nous a fait visiter son centre clandestin de première urgence, aux tapis recouverts de bâches en plastique pour les protéger du sang ; ou bien tué, comme Abdur Rahim Amir, l'unique médecin du même centre, froidement abattu en novembre 2011 par la sécurité militaire alors qu'il tentait de porter secours à des civils blessés lors d'une offensive de l'armée régulière à Rastan. Ou encore torturé. A Baba Amro, un infirmier de l'hôpital national d'Homs, incarcéré en septembre, me décrit en les mimant les sévices auxquels il a été soumis : battu à coups de bâton, les yeux bandés, fouetté, électrocuté, enfin suspendu au mur par un poignet, sur la pointe des pieds, durant quatre ou cinq heures, une pratique courante qui porte un nom, *ash-shabah*. " *J'ai eu droit à un traitement de faveur, insiste-t-il. On ne m'a pas brisé les os.* " Parfois, les forces du régime se contentent de les insulter. Une infirmière du Croissant-Rouge se trouvait dans une ambulance, bloquée à un barrage : " *Nous, on leur tire dessus, et vous, vous les sauvez !* ", enrageaient les soldats.

Les deux hôpitaux de la ville, le civil (appelé " national ") et le militaire, sont sous la coupe réglée des forces de sécurité, et leurs caves et certaines de leurs chambres ont été transformées en salles de torture. J'y reviendrai, témoignages à l'appui. Les cliniques privées, seul recours des blessés de l'insurrection, sont soumises à un assaut permanent. Dans l'une d'elles, au coeur de la vieille ville, deux infirmières me montrent les impacts de balles dans les fenêtres, les murs et les lits, tirées depuis la citadelle toute proche. A part elles, la clinique est vide. " *Nous n'acceptons que les urgences, et ne gardons personne plus de quelques heures. Les forces de sécurité entrent régulièrement et arrêtent tous ceux qu'ils trouvent. Les médecins ont été contraints de signer une promesse de ne plus soigner de manifestants.* "

Pendant qu'elles parlent, une balle claque dans une salle à côté. Tout le monde rit. " *Depuis que l'ASL - Armée syrienne libre - a une présence dans le quartier, continue l'une des deux, on peut amener des blessés ici.* " L'armée rebelle convoie aussi des médecins pour les opérations, quand c'est possible. Cinq jours plus tôt, la clinique a reçu un homme avec le ventre ouvert : un premier chirurgien a réussi à l'opérer, mais il fallait un spécialiste pour compléter l'intervention ; or, le quartier était bouclé, impossible de le faire venir, impossible aussi de transférer le patient dans un autre hôpital. " *Finalement, il est mort* ", conclut l'infirmière.

Abu Hamzeh, un chirurgien de haut niveau, tente de soigner les blessés qui arrivent quotidiennement dans un point de première urgence du quartier d'Al-Bayarda. Il est tellement désespéré par le manque de moyens - son centre ne dispose ni d'anesthésiques, ni de drains, ni d'appareil de radiographie, il ne peut opérer personne, tout juste poser des pansements et des perfusions - qu'il veut abandonner la médecine pour prendre les armes. " *Je ne sers à rien, ici, grince-t-il amèrement devant un homme à l'abdomen perforé par une balle de sniper, absolument à rien.* "

Au début des événements, Abu Hamzeh travaillait à l'hôpital militaire d'Homs, où il a été témoin des tortures infligées aux manifestants blessés, parfois même par des infirmiers ou des médecins, dont il a soigneusement noté les noms. Lorsque le médecin-chef de l'hôpital, un alaouite, a tenté d'interdire ces pratiques, elles se sont juste faites plus discrètes. " *Un jour, j'ai soigné un homme en urgence. Le lendemain, je l'ai revu en radiologie, avec un traumatisme crânien qu'il n'avait pas la veille. C'est comme ça que j'ai découvert qu'il était battu la nuit. Il en est mort deux jours plus tard, alors que ses blessures initiales n'étaient pas mortelles.* "

Horriifié, Abu Hamzeh a réussi à se procurer une caméra-stylo à Beyrouth, et a secrètement réalisé quatre petits films dans une salle de soins postopératoires, avec la complicité d'une infirmière. Il les

commente pour moi. Sur ces images, souvent voilées quand sa blouse cache le stylo placé dans la poche de sa veste, on distingue cinq patients, nus ou presque sous leurs draps, les yeux bandés, une cheville enchaînée à leurs lits. La main du médecin découvre les corps : sur les torsos de deux d'entre eux, de grandes marques rouges toutes fraîches, des coups de schlague. Sur un meuble, posés en évidence, les instruments de torture : deux fouets souples, des lanières de caoutchouc découpées dans des pneus puis renforcées avec de la bande adhésive, et un câble électrique avec une prise secteur à un bout et un clip à l'autre, pour le fixer aux doigts, aux pieds ou au pénis. Un des blessés gémit sans discontinuer. " *On leur avait bloqué les cathéters, s'indigne Abu Hamzeh. Quand je suis entré, ils suppliaient qu'on leur donne à boire. J'ai ouvert les cathéters et changé les sacs d'urine, qui étaient pleins, mais deux des patients ont fini dans le coma à cause de lésions aux reins. Quand j'ai changé les pansements, j'ai remarqué de la gangrène sur un des patients ; je l'ai signalé au département orthopédique, mais n'ai pas pu faire le suivi. Trois jours plus tard, j'ai entendu qu'on lui avait coupé la jambe au-dessus du genou.* "

Abu Hamzeh, qui a récemment démissionné pour rejoindre l'opposition, a rapidement été mis à l'écart. Mais les pratiques qu'il décrit n'ont fait que s'intensifier avec la montée de la contestation. A Baba Amro, on nous présente R., un blessé amputé d'une jambe, relâché de l'hôpital militaire une semaine auparavant. Fin décembre, un obus était tombé dans sa rue, tuant cinq de ses voisins et parents. Dans la vidéo qu'on nous montre, on voit R., la jambe à demi arrachée retenue par une écharpe, chargé en catastrophe dans un véhicule. Le premier hôpital privé où on l'a amené, débordé ce jour-là, a tenté de le transférer dans un autre, avec son neveu de 28 ans dont le bras gauche ne tenait plus que par quelques lambeaux de chair. Mais l'ambulance qui les transportait a été interceptée à un barrage des forces de sécurité, où les deux blessés ont été arrêtés, placés dans un blindé et envoyés à l'hôpital militaire. Là, privés de soins, menottés à leurs lits avec les yeux bandés, ils ont été torturés durant huit heures. " *On me frappait avec des plateaux à nourriture, sur la tête et le corps. On a attaché des cordes à ma jambe blessée et on la tirait dans tous les sens. Il y a beaucoup d'autres choses qu'ils m'ont faites, mais je ne m'en souviens pas.* "

Les hommes qui le torturaient ne cherchaient même pas des informations, ils se contentaient d'insulter leurs victimes : " *Ah, tu veux la liberté, la voici, ta liberté !* " Son neveu est mort sous les coups ; enfin, R. a été transféré au bloc opératoire pour subir une intervention chirurgicale. Après, il a été emprisonné, sans suivi postopératoire : sa jambe s'est infectée et, six jours plus tard, a été amputée d'office par un médecin militaire. On me montre une photo de lui à sa sortie : la peau jaune, les traits tirés, cadavérique, mais doucement heureux d'être vivant. " *Ils m'ont tué, là-bas, achève-t-il avec des yeux brillants. J'aurais dû y rester.* "

Ces pratiques ne représentent pas des cas isolés, des initiatives individuelles menées par sadisme ou excès de zèle, hors de tout contrôle. Au contraire, elles sont codifiées et font l'objet d'un règlement antérieur à la révolte actuelle, comme en témoigne Abu Salim, un médecin militaire qui a servi deux ans dans les moukhabarat, les services de sécurité de l'armée, avant de rejoindre le camp de la révolution pour diriger une clinique de fortune dans un quartier d'Homs.

" *Quelle est la mission d'un médecin au sein des moukhabarat ?*, commence-t-il calmement. *Je vais vous l'expliquer. Premièrement : maintenir en vie les personnes soumises à la torture pour qu'elles puissent être interrogées le plus longtemps possible. Deuxièmement : dans le cas où la personne interrogée perd conscience, lui apporter les premiers soins pour que l'interrogatoire puisse continuer. Troisièmement : superviser l'utilisation des produits psychotropes durant l'interrogatoire. Nous utilisons la chlorpromazine - un antipsychotique prescrit, d'habitude, pour soigner les schizophrènes - , le Valium, et l'alcool à 90 o, par exemple, en en versant un litre dans le nez, ou bien en injection sous-cutanée. Quatrièmement : si la personne torturée a dépassé son seuil de résistance et se trouve en danger de mort, le médecin peut demander son hospitalisation. Ce n'est pas lui qui prend la décision : il écrit un rapport, et le responsable de l'interrogatoire décide d'accorder le transfert. Avant la révolution, presque tout le monde était transféré ; maintenant, ce sont seulement les détenus importants. Les autres, on les laisse mourir.* "

4/5. Punition collective

Homs est le théâtre de violences qui font chaque jour des victimes. Les opposants au régime tentent d'éviter une dérive sectaire de la révolution

Le cadavre, déjà cireux, emmailloté dans son linceul, une couronne de fleurs en plastique autour de la tête, repose dans un coin de la mosquée. Agenouillé à côté du catafalque, un garçon en larmes, son frère, lui caresse le visage avec une tendresse infinie. Le mort avait 13 ans. La nuit précédente, il cassait du bois devant le pas de sa porte. C'est son père, les yeux gonflés mais droit et digne au milieu de ses proches, qui raconte : " *Il a dû s'éclairer avec son portable, je pense. Et le sniper l'a abattu.* "

Ce n'était ni un accident ni un hasard. Leur rue est constamment sous les tirs de ce sniper qui, embusqué dans l'école du quartier, se fait la main sur les chats quand il n'a pas d'autres cibles. " *On n'ose même plus sortir les poubelles* ", ajoute un voisin. Un autre homme me montre, sur son portable, le cadavre de son frère, abattu alors qu'il protégeait son fils de 11 ans, avant de m'expliquer comment il a dû percer les murs entre sa maison et celle de ses voisins, pour pouvoir sortir sans s'exposer.

Ce sont Abu Bilal, Abu Adnan et Omar Telaoui, trois militants de l'information, qui nous avaient amenés ce matin-là aux funérailles du petit. On est le 26 janvier. Après l'enterrement, on s'entasse à sept dans leur voiture pour continuer vers un quartier plus à l'est, Karam Al-Zaitoun. A chaque avenue, les *shawari al-maout* ou " *rues de la mort* " comme les appellent les gens, le chauffeur accélère, pied au plancher, pour éviter les tirs. Justement, devant, ça tire. On vire abruptement dans une ruelle. Des gens courent, d'autres attendent au bord de l'avenue, en retrait.

On déboule dans un centre de santé improvisé. Le personnel entoure un jeune homme dont le bas du crâne a été traversé par une balle. Il se cabre, vomit un flot de sang, se redresse, vomit de nouveau. Le soignant, qui n'est même pas médecin, ne peut rien faire, on lui emballe la tête et le fourre dans un taxi, pour l'expédier vers une clinique. Un témoin raconte : la victime, 27 ans d'après sa carte d'identité, a été touchée devant la mosquée Said ibn Amer, tout près d'ici, alors qu'il portait des médicaments à ses parents ; une heure plus tôt, un autre homme a été tué en sortant de cette mosquée, d'une balle au travers du cou.

Le témoin n'a même pas le temps d'achever son récit qu'on amène deux nouveaux blessés, un homme d'âge mûr touché dans le haut de la poitrine et une femme voilée qui roule des yeux épouvantés, la mâchoire éclatée par une balle. C'est le même sniper que pour le premier gars, à chaque fois il vise le cou, cette femme a eu de la chance. L'homme, lui, halète en agrippant convulsivement la main de Mani ; on l'évacue à son tour dans une camionnette, un ami couché à côté de lui pour tenir la perfusion.

Les activistes filment, Omar commente la scène pour la caméra, on patauge dans le sang, Abu Bilal se tient la tête, déjà à bout de nerfs. Pourtant, ce n'est que le début. Tandis qu'on interroge des témoins chez le soignant, nouveaux klaxons, on revient en courant. C'est le chaos. Les deux blessés qu'on avait tenté d'hospitaliser ont été ramenés, morts ; le personnel soignant s'active autour de trois autres blessés, victimes d'un tir d'obus devant un autre centre de secours ; sur la table, un quatrième homme meurt devant moi, dans un bref tressaillement, sans même que je m'en aperçoive. Je tente de questionner un des blessés mais à ce moment, on amène un bébé, touché à l'aîne.

Dans la rue, plus haut, une foule bouillonne. Une attaque, un obus ? On se met tous à courir. Quand j'arrive, je trouve Mani plaqué au mur, empêché de photographier par des hommes déchaînés. " *C'est un shabiha, parvient-il à articuler. Ils sont en train de le lyncher.* " Les shabihos sont des miliciens, la plupart alaouites, recrutés par le régime dès le début des événements pour ses plus basses oeuvres. Aux limites des quartiers alaouites d'Homs, leurs barrages mitraillent en permanence les rues sunnites avoisinantes, faisant quotidiennement des victimes ; les témoins parlent aussi de viols, de tortures,

d'autres atrocités. Si les rebelles recrutent ou échangent les soldats qu'ils capturent, et même les moukhabarat, les shabihas qui tombent entre leurs mains sont exécutés d'office. Un peu plus tard, quand on aura enfin réussi à quitter ce quartier, au prix d'un trop long passage par l'avenue des snipers, j'apercevrai par hasard ce shabiha, nu, couvert de sang, les mains liées, la tête écrasée, promené en triomphe sur un pick-up de l'Armée syrienne libre (ASL), sous les " *Allah u akbar !* " de la population.

Trois jours plus tard, le dimanche, c'est à Al-Bayarda, un bastion de l'opposition au nord de la ville, que les mêmes scènes de tueries se répètent. Cette fois nous n'aurons même pas à quitter l'immeuble où nous logeons : le centre de secours se trouve au rez-de-chaussée. Le premier blessé arrive juste avant midi, l'abdomen perforé par une balle tandis qu'il tentait de couvrir ses enfants des tirs d'un sniper embusqué sur le toit de la poste du quartier ; son fils le suit de peu, avec deux doigts sectionnés. Un homme a déjà été tué au même endroit, nous dit-on. Deux heures plus tard, c'est un petit garçon de 10 ans, aux cheveux noirs et drus que je caresse tandis que le médecin lie ses mains avec de la gaze. La balle qui a traversé sa poitrine l'a tué sur le coup. Son cousin contemple le petit corps et sanglote : " *Louange à Dieu, louange à Dieu.* " Il y en aura encore un avant la tombée de la nuit, un homme touché aux poumons, qui survivra de justesse.

Près d'une grande avenue, on me montre une longue perche métallique, avec un crochet soudé au bout : elle sert à récupérer les blessés, ainsi que les morts. Les snipers tirent sur tout le monde, femmes, enfants, secouristes, pour rien, absolument pour rien. Si ce n'est pour punir le peuple rétif des quartiers soulevés, collectivement coupable de refuser de courber l'échine et d'obéir en silence à son Seigneur et Maître.

Je voulais assister aux funérailles du petit, qui s'appelait Taha, mais elles n'ont pu avoir lieu avant mon départ : les moukhabarat renaient son cadavre à la morgue tant que son père n'aurait pas signé un certificat attestant que son fils avait été tué par des " terroristes ", c'est-à-dire l'ASL, bien sûr.

Il y a pire encore. Le jour des tueries à Karam Al-Zaitoun, les militants apprendront qu'une famille entière a été assassinée chez elle, dans le quartier de Nasihine. A la tombée de la nuit, Mani ressort avec des soldats de l'ASL photographier les corps : onze personnes, dont cinq enfants, trois la gorge tranchée. C'était une famille sunnite qui habitait à la limite d'un quartier alaouite ; les témoignages recueillis par Mani vont dans le sens de la provocation sectaire - *Le Monde des 28 et 30 janvier* - . Un autre massacre a eu lieu au même moment, celui d'une famille de six personnes, dont quatre enfants, abattus d'une balle dans la tête ou dans l'oeil ; mais les corps ne pourront pas être récupérés avant le lundi suivant, en raison de violents combats dans la vieille ville.

L'ASL a monté une opération de représailles le soir du massacre de Nasihine. Mais ils ont eu soin de s'en prendre uniquement à des cibles militaires : des barrages et un bâtiment de la sécurité militaire. Les officiers de l'ASL, comme les militants, font tout pour éviter une dérive sectaire de la révolution. " *Nous sommes conscients que le régime joue la carte de l'affrontement confessionnel* ", m'expliquera Muhannad Al-Oumar, un des dirigeants du Conseil militaire du quartier de Baba Amro. " *Oui, si le conflit persiste, il est probable qu'on aille vers un conflit sectaire, car la communauté alaouite soutient le régime sans équivoque. Mais si le régime tombe, il n'y aura pas de représailles. Ceux qui auront tué seront jugés, mais c'est tout. La communauté alaouite fait partie de la société syrienne, comme nous.* "

Personne ne nie que des civils alaouites ont été victimes d'enlèvements - souvent pour servir de monnaie d'échange - ou de meurtres. Les militants avec qui je me suis entretenu rejettent la responsabilité sur des groupuscules incontrôlés, en particulier des familles bédouines, communauté qui a une forte tradition de vengeance du sang. Malgré toutes les tentatives de médiation, ni l'ASL ni les militants civils ne parviennent plus à empêcher les Bédouins de se venger sur des Alaouites innocents, surtout quand leurs femmes ou leurs enfants sont tués ou violés.

Le régime, bien entendu, profite de ces exactions pour décrire ses adversaires comme des terroristes. Il y a pourtant, je pense, une distinction à faire entre une politique systématique, celle du régime qui

fomente la confrontation ethnique et suscite des tueries confessionnelles, et l'impuissance d'autorités embryonnaires et sous pression, qui ne parviennent pas à contrôler les éléments les plus extrémistes de leur camp.

A Al-Bayarda, peu après la mort de Taha, j'ai rencontré un cinéaste de Damas. " *Il y a une confrontation religieuse ici, c'est indéniable, reconnaît-il. Des deux côtés, on parle sérieusement de nettoyage ethnique. Mais c'est particulier à Homs, ça n'existe pas ailleurs. Moi, je suis un laïque. Je dois être ici : si je n'y suis pas, alors c'est une guerre sectaire. Si les choses évoluent dans le bon sens ailleurs, si une meilleure version de la révolution prévaut, Homs pourra être contenue.* "

Voilà un pari qui est loin d'être gagné. Depuis mon départ, le 2 février, Homs subit quotidiennement des bombardements massifs qui ont déjà fait au moins 718 morts d'après un décompte nominatif de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme. Les communications sont presque totalement coupées, il n'y a plus de pain, les centres de santé sont débordés par les blessés. L'Occident et la Ligue arabe, impuissants face au veto russe et chinois, parlent de casques bleus, de couloirs humanitaires. Ça rappelle de mauvais souvenirs. Entre 1993 et 1995, quand j'étais en Bosnie, plus de 80 000 personnes sont mortes sous les yeux des journalistes et des humanitaires du monde entier, et de casques bleus dont le mandat ne permettait de tirer que sur les chiens enragés. Si on n'a rien de mieux à proposer aux Syriens, autant les abandonner à leur sort. Ça serait plus honnête.

FIN

Texte : Jonathan Littell Photo : Mani

"A Homs, j'ai été frappé par l'aspect terrifiant de la répression contre les civils"

Compte-rendu du chat organisé mardi 14 février avec Mani, photojournaliste, de retour d'un reportage pour "Le Monde" dans la ville syrienne de Homs | LEMONDE.FR | 13.02.12 |

Djamila : Dans quelles conditions avez-vous travaillé à Homs ? Pouvez-vous circuler normalement ? Prendre les photos que vous vouliez ?

J'ai travaillé uniquement dans les quartiers tenus par l'opposition, car je suis entré clandestinement en Syrie. Le fait d'avoir travaillé avec de nombreux activistes et de travailler sur la durée m'a permis d'avoir un accès privilégié et de travailler de manière autonome. Je pouvais circuler librement au sein des quartiers tenus par l'opposition. Je prenais des mesures de précaution lorsque je me déplaçais d'un quartier à un autre.

Certains activistes essayaient de contrôler mon travail de photographe. Mais encore une fois, la multiplication des contacts et la relation établie dans la durée m'ont permis de contourner ces obstacles. Plus spécifiquement, le problème majeur était de parvenir à photographier l'Armée syrienne libre (ASL) car en réaction au discours du régime qui décrit ce mouvement de révolte comme étant animé par des "gangs armés de terroristes", certains activistes en arrivent à vouloir dissimuler toute forme de résistance armée.

Jérém : Bonjour Monsieur, vous êtes revenu de Syrie... Quelles ont été vos premières impressions en arrivant à Homs ? Que se passe-t-il réellement là-bas ?

Deux choses très frappantes en arrivant à Homs. D'un côté, la montée en puissance de l'ASL et le contrôle qu'elle effectue sur les quartiers d'opposition, et de l'autre, l'aspect systématique et terrifiant de la répression du régime contre les populations civiles. Concrètement, les

quartiers d'opposition sont soumis à des bombardements quotidiens et aux tirs des tireurs embusqués qui visent très spécifiquement les civils.

Chaouki : Bonjour, pouvez-vous nous donner des exemples des difficultés de la vie au quotidien actuellement à Homs ? Est-ce vrai que le pain manque par exemple ?

La distribution de la farine est un monopole de l'Etat. Et les "fours à pain" présents dans les quartiers ne sont plus approvisionnés. Seuls quelques distributeurs privés continuent à livrer quelques-uns de ces quartiers en farine. En conséquence, nombre de "fours à pain" ont fermé et le prix du pain a presque doublé. On voit des centaines de personnes faire la queue, attendant la livraison du pain.

Par ailleurs, l'électricité est coupée dans de nombreux quartiers d'opposition suite à la destruction des transformateurs par les forces loyalistes. Il existe aussi une pénurie de fuel de chauffage. Les gens, désormais, se chauffent au bois.

Zen : Les enfants vont-ils à l'école ?

Cat : Les gens vont-ils travailler ?

Les enfants ne vont plus à l'école depuis le début de l'insurrection. La situation dans les rues est trop dangereuse. Sur les toits de certaines écoles, des tireurs embusqués loyalistes ont pris position. Par ailleurs, le refus d'envoyer les enfants à l'école est une forme de résistance civile. Nombre de personnes ont cessé leur activité professionnelle en raison des risques encourus ou par refus de collaborer de près ou de loin avec le régime. Certains continuent à travailler tant bien que mal.

Magali : Quel est le pourcentage d'habitants de Homs qui vivent encore dans la ville ?

Dans certaines zones situées au niveau de la ligne de "*frottement*", entre les quartiers pro-régime et ceux de l'opposition, on observe des déplacements de familles vers des zones où la population y est plus homogène. Concrètement, dans les quartiers multiconfessionnels, les allaouites fuient pour chercher refuge dans les quartiers majoritairement allaouites et les sunnites se déplacent vers les quartiers de l'opposition.

JB : Quel est le profil "type" des opposants au régime ?

A Homs, la majorité des opposants sont sunnites. Ce sont des gens pieux. Néanmoins, ils mettent régulièrement l'accent sur l'aspect non confessionnel du mouvement d'opposition. J'ai pu observer que nombre des opposants étaient d'anciens soutiens au régime et au président Bachar Al-Assad, mais que la violence de la répression a définitivement fait basculer dans la révolte.

momtaz : Quelle est l'importance des islamistes radicaux au sein de la rébellion ?

Encore une fois, la majorité des opposants sont des hommes sunnites. La société est pétrie de valeurs religieuses et ces hommes en sont le reflet. Néanmoins, je n'ai pas observé une réelle radicalité islamiste.

fe5ar : Y-a-t-il beaucoup de pertes parmi les combattants ou l'essentiel des morts concerne la population civile ?

La majorité des morts sont des civils victimes des tirs de snipers et des bombardements au mortier et à la bombe à clous, mais l'Armée syrienne libre subit aussi un certain nombre de pertes lors des actions militaires entreprises.

jeanpiledescoeurs : Bonjour, est-ce que sur place on a le sentiment que la situation peut basculer et qu'un changement de régime est vraiment possible, ou est-ce une guérilla d'usure sans perspective ?

Lors de ce deuxième reportage, par comparaison à la situation du mois d'octobre-novembre, j'ai observé une réelle montée en puissance de l'ASL et la prise de contrôle de plus en plus étendue de la ville d'Homs. De plus, le mouvement de désertion est croissant et régulier. Même si l'issue ne semble pas être imminente, le mouvement général indique un effritement et devrait conduire à un effondrement progressif du régime.

fe5ar : Quel est le niveau d'armement de l'ASL ? On entend dire qu'elle est sous-armée et que les combats sont extrêmement déséquilibrés avec l'armée régulière, qu'en est-il réellement ?

L'ASL dispose essentiellement de Kalachnikov, de mitrailleuses et de lance-roquettes RPG. Certains soldats de l'opposition utilisent même des fusils de modèles très anciens. Ils utilisent aussi quelques fusils à lunette de visée. Des bombes artisanales sont également confectionnées à base d'engrais. En revanche, ils ne disposent ni de blindés ni d'armes qui puissent bombarder à distance (mortier, canons, etc.).

Jalil : Avez-vous l'impression - ou même la certitude - que la guerre civile a déjà commencé en Syrie ?

C'est une insurrection populaire contre un régime d'oppression. Dans ce combat, certains civils ont pris position pour le régime et participent activement aux actions militaires (la milice des shabihas), mais ils agissent, semble-t-il, sous les ordres et la protection des autorités syriennes.

Philippe : La situation à Homs est-elle représentative de l'ensemble du pays ?

Homs est en rébellion ouverte comme nombre de villes dans les régions peuplées essentiellement d'arabes de confession sunnite : Deraa, campagne de Damas, Idleb, Hama, etc.

Guest : Bonjour, avez-vous eu peur pour votre propre sécurité ?

Oui, parfois. Pour travailler dans ces conditions, il faut à la fois prendre en compte la peur légitime tout en tentant de la dépasser.

Syrie : qui a tué Gilles Jacquier ?

Ceux qui l'accompagnaient témoignent

Gilles Jacquier, grand reporter à France 2, a été tué, mercredi 11 janvier, dans un quartier d'Homs, en Syrie

Qui a tiré les munitions qui ont fauché Gilles Jacquier, grand reporter de France 2, le 11 janvier à Homs ? Qui sont les civils du quartier de New Akrama qui l'ont poussé - et nous avec lui - vers le danger ? Le régime du président Bachar Al-Assad prétend qu'il s'agit d'une bavure de l'Armée syrienne libre (ASL). Nous avons plutôt, pour notre part, l'impression d'être tombés dans un piège.

L'enquête, confiée au juge d'instruction Quentin Dandoy, va devoir répondre à une longue série de questions, des questions que nous nous posons aussi, nous qui étions ce mercredi funeste aux côtés de Gilles Jacquier, de son épouse, la photographe Caroline Poiron, ainsi que de Christophe Kenck, cameraman de France 2.

1. Pourquoi notre escorte de sécurité a-t-elle disparu ? L'attitude de la vingtaine d'hommes armés qui nous escortait, en treillis militaires et en civil, est une énigme. La plupart nous abandonnent à la première explosion, à 15 h 20. Seuls deux seront à nos côtés lorsque nous nous faisons souffler par la seconde, à 15 h 23. Ils disparaîtront lors de la troisième (15 h 25) et de la dernière (15 h 26). Leur nonchalance et leurs rires moqueurs sont étranges. Durant l'attaque, ils ne ripostent pas et ne se mettent pas à l'abri. A aucun moment ils ne nous incitent à nous cacher. Ils nous poussent plutôt vers les lieux des impacts en nous affirmant qu'il s'agit de " bombes sonores ". Après la quatrième explosion, ils quittent les lieux, sans se presser, et nous prient de nous rendre au dispensaire tout proche pour filmer les " victimes des bombes de la liberté ". La circulation, bloquée de 15 h 20 à 15 h 26, reprend alors. Comme si de rien n'était. Après la mort de Gilles, nous ne reverrons plus ces hommes.

2. Un quartier dangereux ? En rentrant en France, vendredi 13 janvier, nous apprenons que Mère Agnès, la religieuse chrétienne qui nous a facilité l'entrée en Syrie et qui ne cache pas sa sympathie pour le régime de Bachar Al-Assad, nous aurait avertis qu'à partir de 15 heures, tous les jours, les insurgés - des " terroristes ", pour elle - bombardent New Akrama. Elle prétend également nous avoir conseillé de nous munir de gilets pare-balles et de casques. Elle n'a jamais rien dit de tel. Surtout, nous n'avons constaté aucune destruction dans ce quartier. Quand nous arrivons à proximité du parc d'attractions, vers 15 h 10, nous y voyons des enfants qui jouent, des familles qui se promènent. De nombreux commerces sont ouverts. Cela ne ressemble pas à un quartier visé tous les jours.

3. Qui sont les pro-Bachar qui participent à la manifestation qu'on nous invite à couvrir ? Des habitants du quartier, mais surtout des agents de sécurité en civil, des chabiha. Après la première explosion, ils accourent vers notre véhicule, ouvrent les portes et nous poussent vers le lieu d'où s'échappe un nuage de fumée. En revoyant nos images, nous nous rendons compte que certains vont rester à nos côtés tout au long de l'attaque et qu'ils reçoivent des ordres de deux militaires qui leur chuchotent à l'oreille. Comment expliquer cette proximité alors que, au pays de Bachar, tout civil est considéré par un soldat comme un danger potentiel ?

4. Gilles Jacquier était-il visé personnellement ? C'est une piste. Notre confrère avait pris des contacts à haut niveau au sein du régime : il peut avoir été victime de la guerre fratricide qui s'y joue. Il voulait également suivre les troupes de Maher Al-Assad, le frère du président. Au moment où nous sommes arrivés à l'Hôtel Al-Safir, un militaire syrien s'est approché de nous pour savoir où se trouvait l'équipe de France Télévisions. Encore plus troublant : un journaliste d'Al-Watan croisé à l'hôtel Dedeman de Damas a conseillé à Gilles, et à Gilles seul, d'être très prudent. Etranges aussi, les accusations d'un docteur russe nommé Boris V. Dolgov : dans un article publié par le Réseau Voltaire, il qualifie notre confrère d'agent secret français en mission à Homs. A noter enfin que son sac à dos a disparu lors de son transfert à l'hôpital ; il contenait son iPad et tous ses contacts en Syrie.

5. Quelle arme ? Quatre explosions puis plus rien... Aucune autre détonation ne retentit cette nuit-là dans le quartier alors que le corps de Gilles repose dans une chambre du dispensaire Al-Nahda et qu'avec Caroline et Christophe nous en refusons l'accès aux autorités syriennes. Nous ne voulons pas que les médias officiels du régime instrumentalisent la mort du premier journaliste étranger depuis le début de la contestation en Syrie. Or, en voyant les blessures de Gilles, nous ne pouvons nous

empêcher de nous demander ce qui a pu le tuer. Un obus de mortier ? Une grenade ? Un tir de sniper ? Plusieurs armes à la fois ? Selon les premiers résultats de l'enquête, le grand reporter a été touché au niveau des poumons et du cœur par trois éclats de projectile. Probablement un obus de mortier d'origine russe.

6. Quel est le rôle de Mère Agnès ? Peu de portes officielles résistent à cette religieuse qui s'est donné pour mission de défendre les chrétiens de Syrie mais qui fait d'étranges déclarations. Elle affirme par exemple que nous avons refusé de prendre le bus officiel du ministère de l'information qui était à Homs le même jour que nous avec des équipes de la BBC et de CNN. Il est arrivé le matin à 9 h 30 avant de devoir quitter la ville précipitamment vers 14 h 45 pour des raisons de sécurité. Or nous n'avons jamais entendu parler de cette proposition. La religieuse oublie également de dire qu'elle nous a fait chanter sur la prolongation de nos visas de quatre jours, qu'elle nous a menacés d'expulsion si nous ne suivions pas son programme, qu'elle a eu un clash violent avec Gilles qui ne voulait pas se rendre à Homs, et qu'elle a piqué une grosse colère quand elle a compris que notre confrère avait des contacts avec l'opposition. Mère Agnès a-t-elle été utilisée par l'un des multiples services de renseignement syrien pour nous piéger ? Était-elle au courant ? Comment a-t-elle pu annoncer dès 15 h 19 la mort de Gilles, alors que celle-ci ne subviendra que quelques minutes plus tard ? Espérons que la justice française l'entendra.

Patrick Vallélian

Grand reporter, " L'Hebdo ", Lausanne (Suisse)

Sid Ahmed Hammouche

Grand reporter, " La Liberté ", Fribourg (Suisse)